



## Résumé de la situation de sécurité alimentaire

### Sommaire

#### Résumé de la situation de sécurité alimentaire (p.1)

#### Impact du séisme sur la sécurité alimentaire (P.2)

#### Analyse de la disponibilité alimentaire

#### -Pluviométrie (P.3)

#### -Situation agricole, élevage et aide alimentaire (P.3)

#### - Analyse des prix de marché (P.4)

#### Recommandations (p.5)

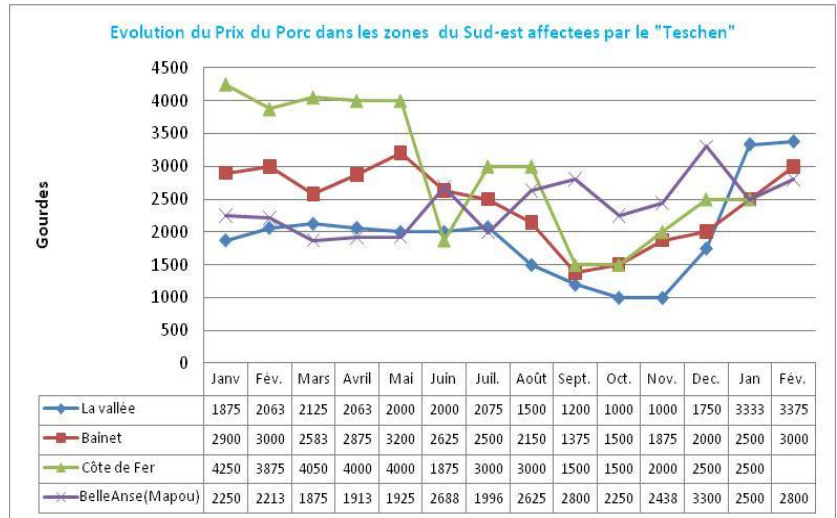
Le Sud-est a été gravement frappé par le terrible séisme du 12 janvier 2010. Le bilan est lourd, et la ville de Jacmel, poumon économique du département, a été sévèrement endommagée. Outre les pertes en vies humaines et la destruction des infrastructures, l'insécurité alimentaire a aussi augmenté. En effet, environ 30% des ménages sont maintenant en insécurité alimentaire contre 17% en novembre 2009 (figure 2).

Si le séisme n'a pas eu d'impact direct sur le secteur agricole, il a eu par contre des incidences négatives sur les marchés dont les activités ont été réduites pendant près d'une semaine. Les difficultés d'approvisionnement ont

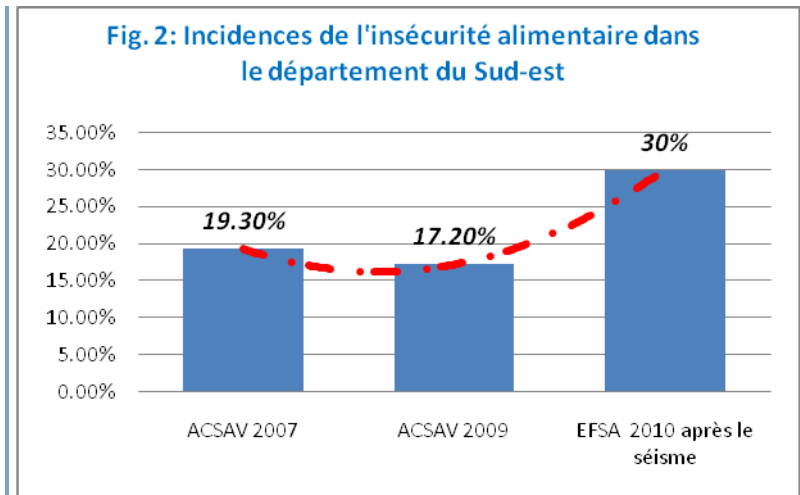
ainsi entraîné une hausse des prix des produits alimentaires de base. En outre, les mauvaises récoltes de la campagne agricole d'hiver (haricot, dans les plaines irriguées et petit-mil, dans les zones de montagne) et les conditions climatiques défavorables ont aussi accentué l'inflation alimentaire dans la région. Parallèlement, le prix du porc (bétail ou viande ?) tend à s'apprécier dans la plupart des communes où le Teschen a été découvert (fig. 1), l'incidence de cette maladie se réduisant progressivement.

Par ailleurs, l'aide alimentaire, qui a diminué à la fin de 2009, a repris considérablement suite au séisme. Outre leurs programmes réguliers de distribution et d'appui, les organisations telles le PAM, l'ACDIVOCA... ont apporté une aide substantielle aux populations sinistrées. Plus de 1.300 TM de nourriture, dont 67% apportées par le PAM, ont été distribuées à plus de 185 mille personnes réparties dans les différentes communes affectées. Face à cette situation, il est recommandé aux instances étatiques et aux ONG de/d' :

- i) poursuivre l'aide d'urgence jusqu'à la prochaine récolte; ii) exécuter des activités de « cash for Works » au profit de la population rurale et de la population déplacée pour leur garantir un revenu monétaire; iii) distribuer à temps les semences pour renforcer les conditions de réussite de la campagne agricole de printemps; iv) implémenter des programmes qui touchent effectivement les personnes en insécurité alimentaire.



Source: ACDIVOCA/DDASE



Source: CNSA/PAM, Enquêtes ACSAV 2007/2009 et EFSA 2010

Ce numéro a bénéficié du support des organismes suivants :



### Impact du tremblement de terre du 12 janvier 2010 sur la sécurité alimentaire (effets des déplacés)

Le Département du Sud-est, l'une des régions du pays les plus exposées aux catastrophes naturelles (vent, inondation, glissement de terrain, éboulement, cyclone), a été très affecté par le séisme survenu le 12 janvier 2010. En témoigne le nombre de morts (441), de sinistrés (196.670), de personnes en abris provisoires (21.242), et de maisons détruites et endommagées (38098), enregistré par la Direction Générale de Protection Civile et de Gestion des Risques et des Désastres. Cette situation a provoqué un flux migratoire vers les zones rurales (50.806), la perte de revenu, l'inflation des prix des denrées alimentaires et la perturbation du réseau routier.

Le séisme a paralysé aussi les circuits de commercialisation allant vers le plus grand marché du pays : Port-au-Prince. La route reliant le Sud-est à la capitale haïtienne a été coupée. Ce qui a provoqué une baisse considérable du volume des transactions et le non approvisionnement des marchés au cours de la première semaine qui a suivi la catastrophe. Cette perturbation a entraîné une hausse des prix des produits alimentaires de base, malgré l'ouverture de la frontière dominicaine pour le passage des denrées essentielles (riz, sucre, farine, haricot, etc.). Tous ces facteurs, ajoutés aux mauvaises récoltes de petit-mil dans les mornes et de haricot de la campagne agricole d'hiver (en plaines irriguées), ont contribué à augmenter le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans le département.

En effet, suite au séisme, l'incidence de l'insécurité alimentaire a subitement progressé. Au cours des deux enquêtes ACSAV menées en novembre 2007 et 2009, l'insécurité alimentaire avait évolué à la baisse, passant de 19.3 % à environ 17% (Figure 2). Or, une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), menée en février 2010 par la CNSA en partenariat avec le PAM, Fewsnat, ACF, Oxfam et la FAO, a montré que **l'incidence de l'insécurité alimentaire a presque doublé dans le Sud-est, touchant maintenant environ 30% de la population de ce département**. Ceci indique qu'effectivement la situation alimentaire des ménages s'est détériorée après la catastrophe. Elle

l'est davantage avec le flux des populations qui sont arrivées de Port-au-Prince en quête d'un lieu sûr où elles pensent être à l'abri.

Au niveau du secteur agricole, le séisme a causé très peu de dommages. Seulement quelques parcelles de forte pente ont subi des dommages provoqués par des glissements de terrain. Quelques structures d'irrigation ont été aussi légèrement endommagées. Des interventions des institutions comme le PAM, L'ACDI/VOCA, la CROSS, The Save The Children, la CARITAS, le PLAN HAITI, l'ACDED, la FAO, DIACKONIE, l'AGRO ACTION ALLEMANDE, le MARNDR, en matière d'aide alimentaire, de création d'emplois (activités de cash for Works) et d'encadrement à la production agricole de la campagne de printemps, constituent des actions à court terme qui permettront, dans une certaine mesure, d'assurer la gestion de l'urgence.

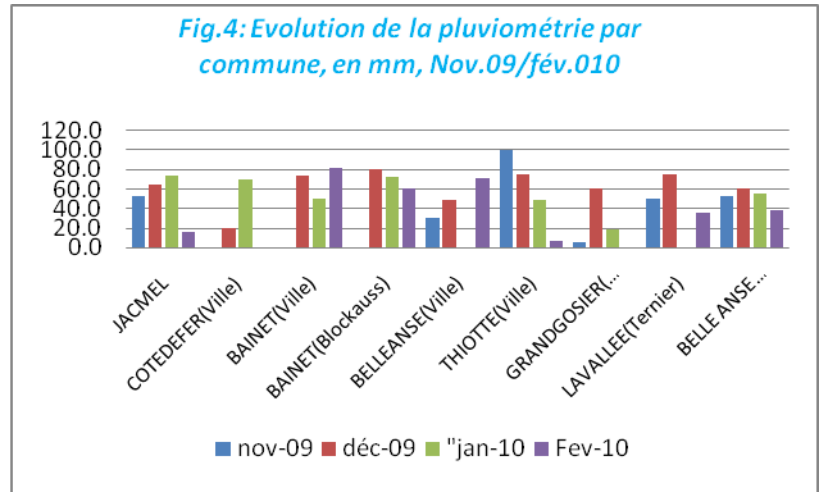
Figure 3: Image du tremblement de terre Centre ville de Jacmel



Source: ACDI/VOCA

**Analyse de la disponibilité alimentaire:**  
**- Pluviométrie**

De novembre 2009 à février 2010, la pluviométrie a été, dans l'ensemble du département, inférieure à la normale. La moyenne des pluies a été en dessous de 100 mm (figure 4). Cependant des pics pluvieux ont été enregistrés à la fin de décembre 2009 et de février 2010 avec le passage de systèmes frontaux occasionnant des pluies plus ou moins violentes par endroits provoquant quelques dégâts sur les parcelles. Toutefois, dans les hauteurs, quelques chutes de pluie régulières cumulées ont porté les planteurs à entamer les travaux de préparation de sols pour la campagne de printemps.



Source; DDSE/ACDIVOCA

**- Situation agricole, élevage et aide alimentaire**

La disponibilité alimentaire dans le Sud-est a été plus satisfaisante que d'habitude en novembre et décembre 2009. Mais, de janvier à février 2010, les récoltes ont été décevantes à cause de la sécheresse dans la plupart des zones agro écologiques du Sud-est. Ainsi les récoltes de petit mil et de haricot d'hiver ont été pour la plupart mauvaises. En conséquence, les prix de ces deux denrées essentielles ont été à la hausse. Malgré la sécheresse et le tremblement de terre, plusieurs planteurs ont semencé leurs parcelles avec leurs réserves et certains affirment même qu'ils pourront en emblaver davantage si des semences additionnelles sont mises à leur disposition assez tôt pour la campagne agricole de printemps. Dès la deuxième semaine ayant suivi le séisme, afin de stimuler la campagne agricole de printemps, un « sous groupe production agricole » a été mis en place, au sein du « cluster sécurité alimentaire », sous le leadership de l'ACDI/VOCA. Les institutions membres ont prévu de distribuer environ 115 tonnes de semences de céréales, 3 millions boutures de patate, 200 mille boutures de manioc et 250 mille livres de semences d'igname. De plus, il est prévu de mettre en œuvre des activités de « cash/food for work » en vue de soutenir des opérations de préparation des sols et d'aménagement des bassins versants. Par ailleurs, la prévalence de la maladie de Teschen chez les porcs a diminué sensiblement, notamment dans la partie occidentale du département. Ce qui a induit automatiquement une appréciation du prix du porc sur le marché (figure 1).

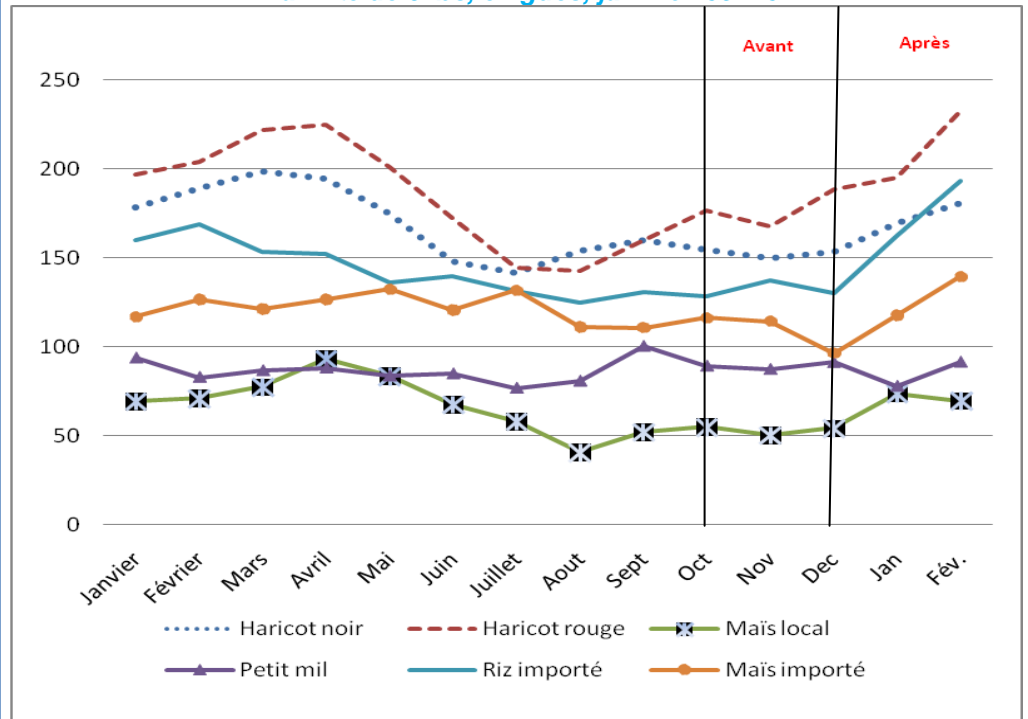
D'autre part, si le tremblement de terre n'a eu aucun impact direct sur les stocks et les structures de production, il a néanmoins engendré un choc sur le marché des biens alimentaires. En effet, la route de l'Amitié, reliant Port-au-Prince et Jacmel, non praticable durant la première semaine qui a suivi cette catastrophe, a entravé l'approvisionnement régulier des marchés. De plus, la perte de près de 50% des infrastructures portuaires et commerciales du bas de la ville de Jacmel et de Port-au-Prince, où d'ordinaire les grands commerçants du Sud-est s'approvisionnent, a eu un effet très négatif sur la disponibilité et les circuits de distribution des produits alimentaires de base, notamment les produits importés. La situation s'est améliorée, une fois que la route principale a été débloquée. De plus, l'afflux d'aide alimentaire d'urgence a pu en quelque sorte atténuer le problème de disponibilité alimentaire qui s'est posé tout de suite après le séisme.

Une réduction de l'aide alimentaire avait été planifiée en fin d'année 2009, la saison cyclonique ayant été de faible

Le PAM a pu distribuer 896 TM de nourriture, dont près de 60% en rations sèches, à plus de 118,000 bénéficiaires, répartis dans les communes de Belle Anse, Marigot, Anse à Pitre, Jacmel (rural), Thiote, Grand Gosier. Il est à noter que plus de 40% de l'aide alimentaire du PAM sont distribués, sous forme de repas chauds, au niveau de la ville de Jacmel. L'ACDIVOCA, à travers son programme régulier de distribution dans près de sept communes et dans le cadre de l'aide d'urgence, a pu fournir environ 438 TM au cours de la même période, au profit de 66669 personnes de janvier à février 2010.

intensité. Mais le choc provoqué par le séisme a fait décupler l'aide alimentaire. Un important volume de nourriture totalisant 1.334 TM a été distribué aux ménages des zones affectées. Cette distribution a été réalisée principalement par le PAM (plus de 67%) et l'ACDIVOCA au profit de près de 185 mille personnes (Voir l'encadré ci-dessus). Ces deux institutions et d'autres acteurs tels que les forces armées américaines et canadiennes, les groupes religieux, etc., ont pu toucher les populations des communes de Jacmel, de La Vallée, de Côte de Fer, de Bainet, de Cayes-Jacmel, de Marigot et de Belle-Anse en leur apportant de la nourriture. Les autres communes moins affectées ont été progressivement touchées par les distributions des programmes normaux de certaines ONG (tels que l'Armée du Salut, Caritas).

Figure 5: Évolution des prix moyens de quelques produits alimentaires, marmite de 6 lbs, en gdes, jan –fév 09- 10

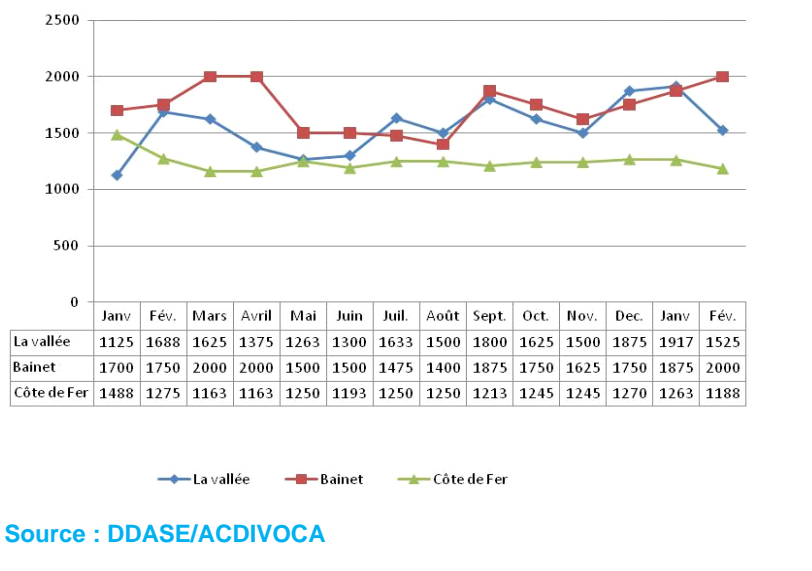


Source: DDASE/ACDI/VOCA

**Analyse des Prix de marché :**

Au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2009-2010 (octobre-décembre 2009), les prix moyens de la plupart des produits alimentaires de base (le haricot rouge, le riz et le maïs moulu importés) ont amorcé une tendance à la hausse sur les différents marchés suivis (figure 5). Cela s'explique par les festivités de fin d'année qui s'accompagnent d'ordinaire d'une augmentation généralisée des prix.

Fig.6: Évolution du prix moyen du Cabri dans les zones affectées par le Teschen, en gde, jan. 09/fév.010.



Source : DDASE/ACDIVOCA

Cette tendance s'est davantage accentuée suite au séisme du 12 janvier 2010 qui a provoqué la coupure de la route principale d'accès au département du Sud-est et de ce fait, a rendu difficile l'approvisionnement des différents marchés en produits alimentaires de base. Le riz et le maïs importés, le haricot rouge figurent parmi les produits alimentaires dont les prix ont le plus augmenté après le tremblement de terre. Par exemple, le haricot rouge et le riz importé ont connu une évolution similaire, soit de 20% en janvier et de 16% en février. Par ailleurs, le prix du maïs importé a crû de 16 % au cours des deux premiers mois de l'année tandis que celui du maïs

moulu local, qui a crû considérablement de 23% entre décembre 2009 et janvier 2010, a enregistré une baisse de 6% en février, mais demeure encore élevé par rapport à son niveau antérieur. En ce qui concerne, le porc, dont le prix a chuté de près de 50% depuis l'annonce de la découverte de l'existence de la maladie de Teshen en mai 2009, il commence à s'apprécier depuis octobre dernier. Parallèlement, le prix moyen des caprins, qui a augmenté consécutivement à une demande croissante due à la panique provoquée par le «Teshen», tend à baisser sur certaines places marchandes comme La Vallée, Côte de Fer, alors que la tendance à la hausse persiste à Baint (figure 6). Ceci montre, en général, une corrélation négative entre le prix du porc et celui des autres animaux.

En somme, les produits alimentaires de base ont été moins accessibles de novembre 2009 à février 2010, d'autant plus que le choc du séisme sur les marchés (contraction de l'offre due au problème d'approvisionnement, etc.) a été vivement ressenti. Il s'ensuit une réduction du pouvoir d'achat des populations, notamment les plus pauvres, leur limitant ainsi l'accès aux produits de base nécessaires à la satisfaction des besoins de leurs familles. Cela explique du même coup la raison pour laquelle l'incidence de l'insécurité alimentaire a atteint environ 30% des ménages résidant dans le département du Sud-est, suivant la dernière enquête réalisée dans ce département suite au séisme.

## Conclusions et recommandations

Face à cette situation, il est recommandé aux instances du gouvernement et aux organismes indépendants œuvrant sur le terrain de/d' :

- Poursuivre l'aide d'urgence jusqu'à la prochaine récolte ;
- Exécuter des activités de « cash for Works » au profit de la population rurale et de la population déplacée pour leur garantir un revenu monétaire. Ces activités devraient concerner les travaux de préparation des sols et d'aménagement des bassins versants ;
- Distribuer à temps les semences pour que la campagne agricole de printemps soit une réussite ;
- Implémenter des programmes « *filet sécurité alimentaire* » qui touchent effectivement les personnes en insécurité alimentaire ;
- Poursuivre la coordination des interventions au niveau du Département particulièrement celles relatives à la sécurité alimentaire et du « sous cluster de Production Agricole » ;
- Poursuivre et renforcer la prise en charge des mal nourris au niveau du département ;
- Favoriser une meilleure coordination des acteurs en santé.

**Nous apprécierons tout commentaire qui pourrait contribuer à faire de ce bulletin un outil plus utile.**

Pour tout commentaire contacter :

Agronome Gerry Delphin : [gerry\\_delphin@yahoo.com](mailto:gerry_delphin@yahoo.com), Tél: 3675-7142

Ing. Agronome Geoffrin B.Saint-Louis : [geoffrinbst@yahoo.fr](mailto:geoffrinbst@yahoo.fr) 3701-5908

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) : 2257-6333 ou [publication@cnsahaiti.org](mailto:publication@cnsahaiti.org)

Ou Saint-Val Raynold : 3416-4519; [rsaintval@cnsahaiti.org](mailto:rsaintval@cnsahaiti.org)/[raynoldno@yahoo.fr](mailto:raynoldno@yahoo.fr)